



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE



wfp.org

L'Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (ENSAV) menée conjointement par le Ministère de l'agriculture et le PAM en juin-juillet 2012 est la première enquête nationale en Guinée à proposer des informations sur la sécurité alimentaire au niveau des préfectures. Cette analyse vient combler le manque d'informations sur le sujet depuis 2009 et permet de soutenir les programmes multisectoriels en cours dans le pays (UNDAF, PNIA-SA, PQDS-E, SRP). Les principaux résultats sont présentés ci-dessous.

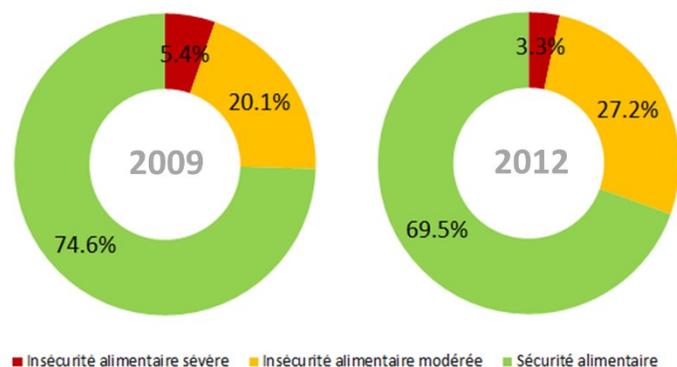
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE: UN DOUBLE CONSTAT

1. Des poches d'insécurité alimentaire sévère persistent dans le pays, notamment en Guinée Forestière et dans la préfecture de Faranah où les ménages Guinéens sont confrontés à des choix difficiles pour se nourrir convenablement.

2. Ces poches évoluent dans un contexte de **forte vulnérabilité et de stress alimentaire** pour une large portion de la population. L'insécurité alimentaire modérée reste donc importante, surtout en période de soudure.

DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION ENTRE 2009 ET 2012

Bien que l'on constate une réduction de moitié de l'insécurité alimentaire sévère (condition dans laquelle les ménages ne mangent que rarement à leur faim) entre 2009 et 2012, l'insécurité alimentaire modérée (situation de stress alimentaire nécessitant la mise en place de stratégies telles que la vente de biens) a augmenté. **On passe donc d'un quart des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée à près d'un tiers.**



UN PROBLÈME D'ACCÈS

L'enquête confirme que l'insécurité alimentaire n'est nécessairement pas un problème de disponibilité des denrées en Guinée. La détérioration de la sécurité alimentaire est due à des problèmes d'accès financier et physique, d'habitudes alimentaires, de mauvaise gestion des revenus et des stocks alimentaires.

Ces difficultés forcent souvent les ménages à vendre leurs produits agricole au mauvais moment de l'année et à acheter la même marchandise à des prix très élevés plus tard.

Les ménages vendeurs de produits agricoles sont aussi victimes de circuits d'approvisionnement mal organisés entre les zones de production et les points d'écoulement des produits et aux difficultés d'accès physique au marché. **L'enclavement des communautés et des marchés est un des facteurs les plus déterminants de la insécurité alimentaire** dans le pays.

PAUVRETÉ ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

De manière générale, ces manques à gagner en revenu et les difficultés d'écoulement des productions font que l'agriculture et l'élevage, qui occupent 97 % de la population rurale, restent des moyens d'existence précaires pour plus de la moitié des ménages qui en vivent.

Au niveau national, les ménages les plus pauvres et pauvres représentent 57 % de la population soit **6,7 millions de personnes**. Cette pauvreté concerne surtout les ménages ruraux de petite taille dirigés par des femmes âgées (60 ans et plus) n'ayant pas d'éducation ou d'alphabétisation, pas de conjoint ni suffisamment de ressources pour assurer une consommation alimentaire équilibrée de leur ménage.

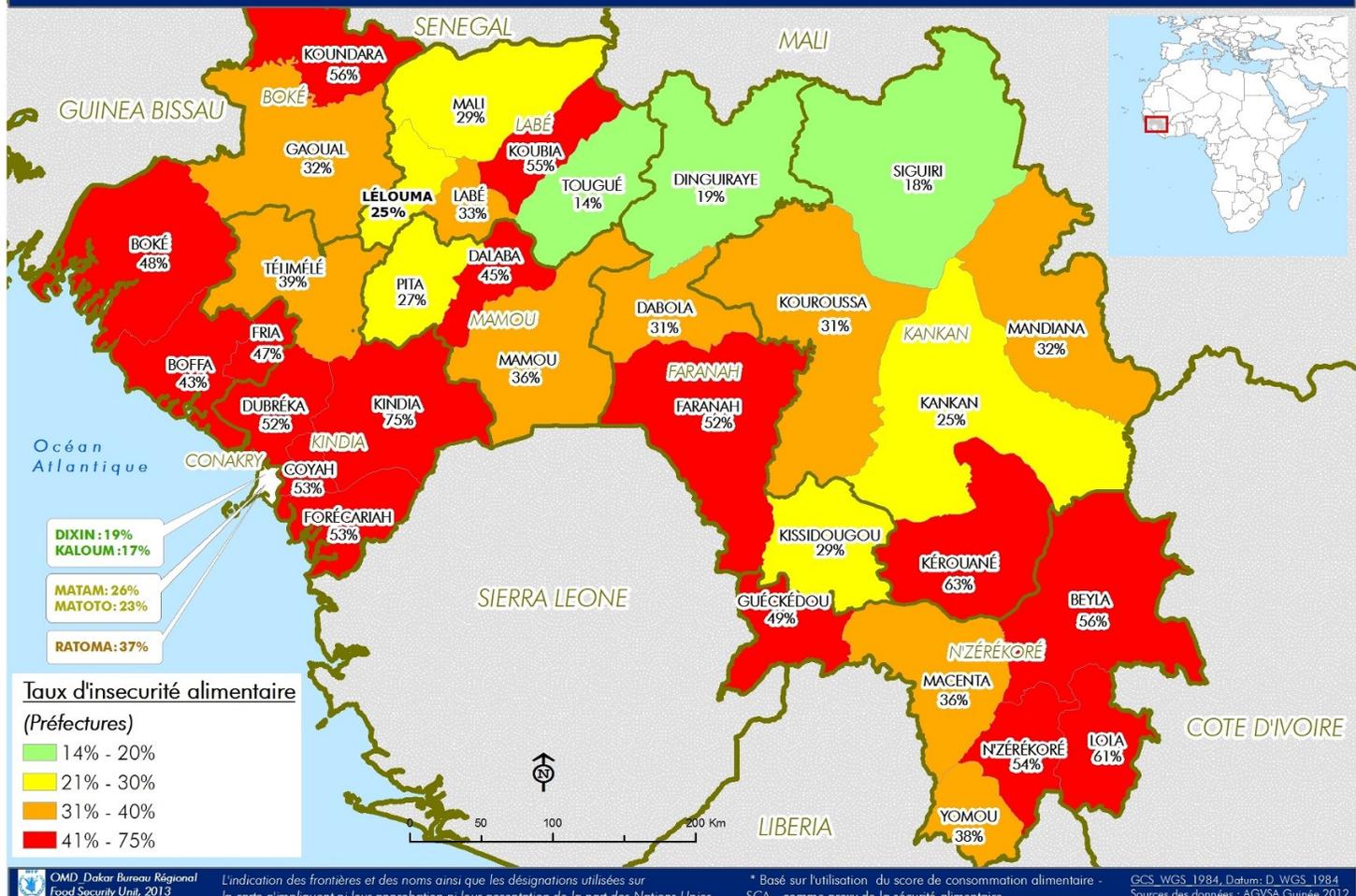
Le manque de revenu amène une part importante des ménages à s'endetter, nourrissant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté. L'enquête estime que plus de la moitié des ménages s'endette pour procurer la nourriture et les produits de première nécessité. La pauvreté endémique qui touche le pays trouve ses racines entre autre dans le faible niveau d'éducation des populations. Au niveau national, il est estimé que 38 % des chefs de ménage n'ont aucun niveau d'instruction formel. De plus, 49 % des enfants de 6 à 14 ans n'ont jamais été scolarisés.

Les ménages en zone rurale (41 %) sont donc plus touchés par l'insécurité alimentaire que les ménages en zone urbaine (31 %). Dans les régions situées à l'Ouest (Boké, Kindia, Conakry) et au Sud (N'Zérékoré), la prévalence de l'insécurité alimentaire est la plus élevée. A Conakry, la Commune de Rotama (37 %) est plus affectée par l'insécurité alimentaire. A l'Est les préfectures les plus affectées sont Kérouané, Lola, et Beyla alors qu'à l'Ouest Kindia se démarque.

FAIBLE RÉSILIENCE DES MÉNAGES AUX CHOC

Pour 91 % des ménages ayant subi un choc, celui-ci a diminué sa capacité à produire ou à acheter des vivres. Ces chocs sont principalement liés à l'agriculture, au manque de pouvoir

GUINÉE – PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR PRÉFECTURE, JUILLET 2012*



d'achat des ménages, aux maladies humaines et aux aléas climatiques. Par exemple, les inondations récurrentes (surtout en Haute Guinée) affectent chaque année entre 50 000 et 60 000 personnes. Un quart des ménages disent ne pas avoir pu se relever des chocs subis aux cours des 6 mois avant l'enquête.

à 40 % suivant les régions et une tendance à la dégradation de la situation de la malnutrition aiguë globale au-delà des seuils de 10 % dans les zones minières de Haute Guinée. La dégradation des pratiques de soins, le faible accès aux services médicaux, des pratiques d'hygiène inadéquates et le manque de diversité alimentaire expliquent ces taux.

PROFIL DES MÉNAGES EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire touche principalement les ménages les plus pauvres. Le niveau d'éducation est déterminant dans la situation de pauvreté et de sécurité alimentaire des ménages. Plus le niveau d'éducation du chef de ménage augmente plus son niveau de richesse et sa sécurité alimentaire augmente. Les ménages ayant atteint une éducation supérieure ou ayant reçu une formation professionnelle sont plus nombreux dans le groupe des ménages en sécurité alimentaire.

Les résultats montrent aussi que plus d'un ménage sur deux est pauvre chez les ménages qui tirent principalement leurs revenus de la vente des produits agricoles, des produits miniers, du bétail ou des produits d'élevage et des produits de la chasse/cueillette.

MALNUTRITION CHRONIQUE PERSISTANTE

Les enquêtes EDS IV et SMART de 2012 rapportent une malnutrition chronique élevée avec des taux allant de 34

IA SEVERE

- Ménage très pauvre et agricole
- Chef de ménage est une femme (62 %) pas ou peu éduquée
- Peu de bétail ou de terres
- Forte dépendance au marché
- Vivent dans l'enclavement
- Ménage de 'petite' taille (7)
- Dépense plus de 60 % en alimentation → dettes
- Main d'œuvre activités ponctuelles
- Consomme céréales, sucre, huile

IA MODEREE

- Ménage pauvre et agricole
- Répartis sur tous les moyens d'existence
- Dépense la moitié de leur revenu pour la nourriture
- Ménages de 9 personnes
- Consommation de céréales, quelques légumes/fruits, huile, pas de protéines
- Vulnérables aux chocs économiques

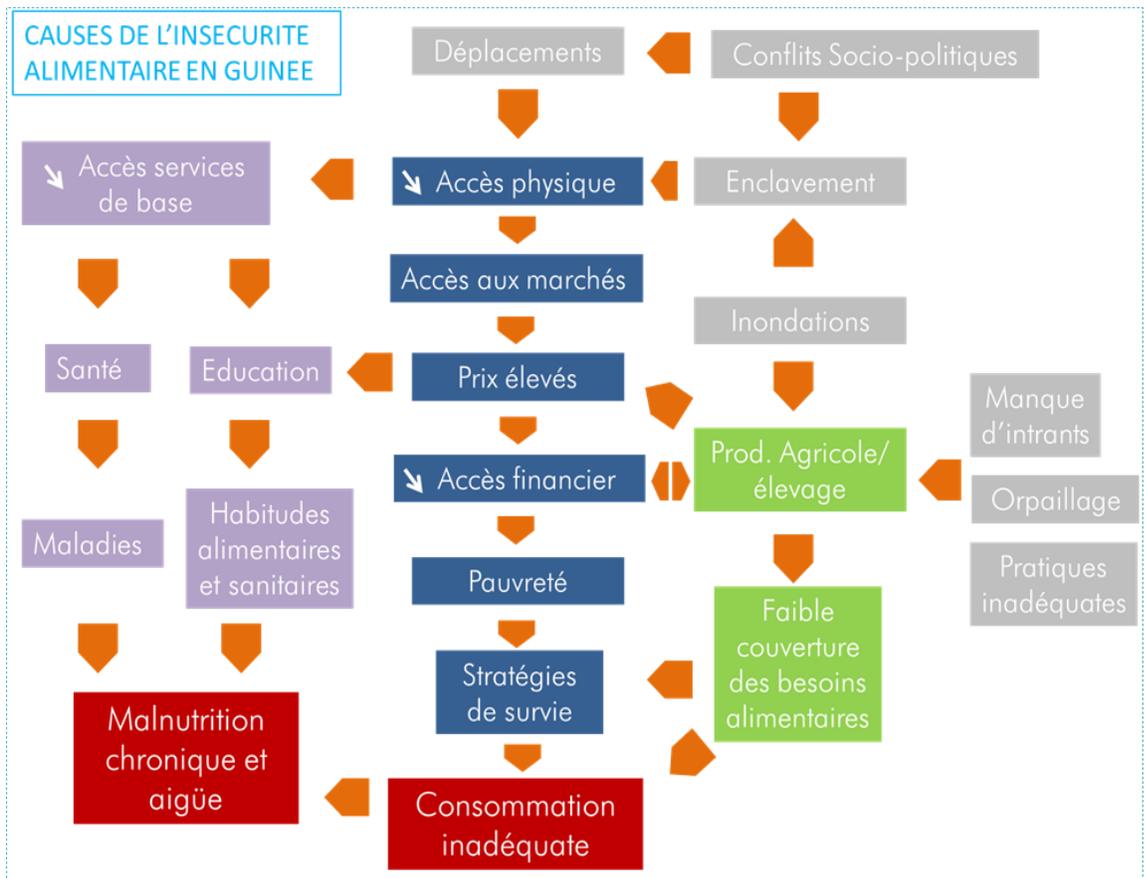
CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN GUINÉE

Les facteurs sous-jacents de l'insécurité alimentaire en Guinée sont complexes. En premier lieu, **les contraintes à la production agricole** restent nombreuses: absence de structures de stockage, difficultés d'écoulement des produits alimentaires et des animaux, pauvreté et surexploitation des sols, manque d'intrants agricoles, pluviométrie irrégulière et attaques des déprédateurs.

A cela il faut ajouter les **problèmes d'accès** et notamment **l'enclavement physique des villages et les conflits sociaux politiques** qui **rendent les ménages vulnérables** aux augmentations des prix sur les marchés et réduit leur production. Cet accès physique précaire est aggravé par des inondations récurrentes. Le manque d'accès financier pousse aussi les ménages dans la spirale des dettes et de la pauvreté en adoptant des stratégies qui compromettent leur moyen d'existence (vente de biens productifs par exemple).

Finalement, le manque de revenus pousse les ménages à la réduction

des dépenses de santé et d'éducation et limite ainsi leur **accès aux services de base**. Cela ne permet pas aux plus pauvres d'améliorer leurs faibles connaissances nutritionnelles et de changer **des habitudes alimentaires** qui mènent à une alimentation inadéquate des ménages.



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - Sensibilisation sur la diversification de la diète (surtout enfants et femmes enceintes) ; fortification et transformation des produits ; renforcement du système de surveillance de la sécurité alimentaire et des flux transfrontaliers des produits alimentaires ; mise à jour de la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et de nutrition; soutien aux filets sociaux (notamment cantines scolaires).

AGRICULTURE - Faciliter l'accès aux intrants, crédit, techniques culturales de fertilité des sols ; favoriser les échanges de produits alimentaires ; renforcer les greniers villageois et magasins de stockage ; impliquer les bénéficiaires dans les projets agricoles et de sécurité alimentaire ; favoriser les achats locaux et enrichissement des denrées locales.

DÉSENCLAVEMENT - Aménager de nouvelles pistes rurales ; améliorer le drainage des eaux de pluies ; faciliter la communication des communautés enclavées.

SANTÉ, EAU, NUTRITION - Augmenter la couverture rurale des structures de santé ; promouvoir l'accès à l'eau potable et son traitement/purification et l'utilisation de latrines améliorées ; prévenir et prendre en charge la malnutrition ; formation pour le traitement de la malnutrition et bonnes pratiques et innovations.